**Zeitschrift:** Tracés : bulletin technique de la Suisse romande

**Herausgeber:** Société suisse des ingénieurs et des architectes

**Band:** 137 (2011) **Heft:** 10: Décélérer

Werbung

## Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

## **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

## Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF: 27.11.2025** 

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

géo-économique et la naissance d'une classe révolutionnaire. Toute l'idéologie conservatrice et rurophile est ainsi résumée, à laquelle Jean-François Gravier (1915-2005), idéologue du régime de Vichy, a donné une forme prototypique dans son libelle intitulé *Paris et le désert français*, paru en 1947 et réédité pour la dernière fois en 1972. La Ville-Lumière fait pire que de l'ombre au reste du pays: elle le phagocyte, le ruine, le met en question, s'exhibe en ressource intellectuelle et culturelle dominante, concentre tous les pouvoirs. Erigée en haine d'Etat, l'exécration des villes aura provoqué des excès intolérables, dont le paroxysme récent demeure la brutale déportation des populations urbaines vers les campagnes, organisée par le régime du Kampuchea démocratique au milieu des années septante.

En Suisse, où même les contraintes revêtent une certaine aménité, on s'en est longuement tenu à la négation institutionnelle des villes. Oubliées lors de la fondation de l'Etat moderne en 1848, elles ont finalement – et non sans peine – obtenu leur certificat de reconnaissance fédérale avec la

nouvelle Constitution entrée en vigueur au premier jour du 21° siècle. Reconnaissance timide et comme à contre-cœur, par la grâce d'un article 50 qui rappelle d'abord la prépondérance des cantons sur les communes et donc le caractère subsidiaire des éventuelles interventions de la Confédération, laquelle doit à chaque fois « prendre en considération la situation particulière des villes, des agglomérations urbaines et des régions de montagne ». En clair, seuls les espaces ruraux de plaine se trouvent en situation normale.

Ils n'ont pas trop à se faire de souci, tant ils sont protégés par la législation sur l'aménagement du territoire, principal outil de l'urbaphobie institutionnelle en Suisse. Le difficile cheminement du *Rapport 2005* sur le développement territorial, relayé cette année par le *Projet de territoire suisse* soumis à vaste consultation, montre bien que les cantons auront mis beaucoup de temps à envisager de prendre en compte à la fois la réalité, la nécessité de légiférer à l'échelle suprarégionale et l'émergence de régions métropolitaines et urbaines qui débordent leurs frontières et même celles du pays.



Les innovations façonnent la construction moderne. C'est le cas du béton confectionné avec Holcim Optimo, qui convainc par sa durabilité et la réduction sensible des émissions de CO₂ liées à sa production. De par sa polyvalence, sa rentabilité, son empreinte écologique réduite et sa durée d'utilisation accrue, le béton à base de Holcim Optimo représente le matériau d'avenir.

www.holcim.ch/optimo



Les villes et leur développement ont de fait désagrégé les structures établies, révélant l'écart croissant entre les territoires institutionnels et les espaces fonctionnels. Cette transgression impardonnable, beaucoup l'ajoutent, inconsciemment peut-être, au dossier à charge constitué de longue date contre les villes et l'urbanisation.

La deuxième partie d'Antiurbain, consacrée aux pratiques de l'urbaphobie, ne se limite pas aux cas extrêmes de l'historique Kampuchea et de la Suisse où l'épouvantail urbain fonctionne toujours. Il y est aussi question de vocabulaire -on sait combien le choix des mots peut s'avérer révélateur – et de l'actualité des théories de J.-F. Gravier, paradoxalement alimentées par la politique dite de décentralisation. Plus nouveau, le « biais antiurbain » qui sévit dans les pays en développement : les villes y prolifèrent et des mégapoles y surgissent dans le désordre, la Banque mondiale les recense non sans inquiétude, les architectes et urbanistes globalisés prennent les plus chaotiques pour autant d'appels à projets utopiques. Mais, comme le relève Laurette Wittner, chargée de recherche en urbanisme au Laboratoire RIVES de l'Ecole nationale des travaux publics de Lyon, la ville reste absente des théories du développement et de la politique des Etats concernés, qui ont ainsi renoncé à un fort potentiel de croissance. Absente également des efforts de coopération au développement qui se portent de préférence sur l'équipement des zones rurales et des villages où ne résident plus même la moitié de la population dans de nombreux pays du Sud.

## Les tentations de l'urbanophilie

La troisième partie de l'ouvrage, sans doute la plus inattendue, donne un traitement scientifique de la ville à la mode. Elle flirte avec l'urbanophilie, néologisme désignant les différentes formes de cet amour des villes proclamé par tant de sociologues, avoué par quelques politiciens et ressenti aussi par de nombreux citadins. Tout leur attachement ne parvient pas – et de loin – à compenser l'aversion persistante dont les grandes villes et les zones urbaines font l'objet. Philippe Genestier, architecte-urbaniste de l'Etat, lui aussi chercheur au Laboratoire RIVES, manie avec élégance et persuasion le paradoxe en expliquant pourquoi il faut résister à l'urbanophilie ambiante, génératrice de moult malentendus et contractions. De leur côté, Béatrice Bochet, maître assistante à l'UNIL, Jacques Lévy, professeur à l'EPFL et Denis Martouzet, professeur à l'Ecole polytechnique de l'Université de Tours, interrogent la dimension affective du rapport à la ville. Pour sa part, Marie-Claire Robic, directrice de recherche au CNRS, met en cause l'approche des géographes dont les études n'ont guère permis à la ville de se débarrasser de la triple étiquette qui lui colle: invisible, décriée, maltraitée. L'auteure, elle-même géographe, se défend d'accabler ses collègues et assure avoir voulu les « appeler à une certaine contextualisation du désir des géographes de penser la ville ». Autant dire que cette remise en situation de la question urbaine s'impose aussi à d'autres disciplines scientifiques. Et que sa prise en considération, aussi lucide, impartiale et sans à priori que possible, incombe en premier lieu à la politique.

> Yvette Jaggi Professeure de géopolitique urbaine à l'UNIL Ancienne syndique de Lausanne

